

Laurent Wauquiez ou les bonbons inutiles de l'assistance

par **Michel Godet***

Laurent Wauquiez, en dénonçant, le 8 mai, lors de l'émission BFM TV- *Le Point*, les excès de notre système d'assistance, aurait pu se réclamer du roi Jean le Bon. Dès 1351, celui-ci avait en effet décrété que faire l'aumône à des gens bien portants constituait un délit ! L'exemple du RSA est symptomatique des effets pervers de l'assistance. On a construit le dispositif de telle manière que celui qui travaille 26 heures et touche le RSA bénéficie de plus d'avantages et de revenus directs et indirects que le travailleur au smic à plein-temps. En voulant inciter les gens à retravailler, on décourage les smicards ! Le dispositif est d'ailleurs à ce point complexe qu'il a fallu recruter des milliers de personnes et fermer pendant trois semaines les caisses d'allocations familiales, débordées par des dossiers dignes de notre « modèle soviétique réussi ». Wauquiez a raison : pas de revenu sans contrepartie d'activité. C'est une question de dignité pour les individus et d'efficacité pour la société !

Avec ses 8 millions de pauvres, ses millions de chômeurs, ses banlieues qui explosent et ses 130 000 SDF, dont 34 000 sans-abri, la France est à la peine.

Pas étonnant si depuis vingt ans plus de la moitié des Français ont peur de tomber dans l'exclusion. Aussi réclament-ils plus d'Etat et d'assistance pour panser les plaies du capitalisme : la part des prestations et transferts sociaux dans le PIB est passée de 20 % en 1990 à 25 % en 2009 !

La France est ainsi devenue le pays où la dépense publique par rapport au PIB est la plus élevée d'Europe, celui où l'économie est la plus socialisée. Les dépenses pour l'emploi représentent près de 80 milliards d'euros, dont la moitié ont une fonction passive : les chômeurs sont indemnisés sans contrepartie d'activité. Quant à la partie active des dépenses, comme la formation professionnelle, elle est souvent détournée de ses fins. En France, on préfère donner aux chômeurs de coûteuses formations bidon pour acheter leur silence. Avec la même somme, on pourrait - en théorie - créer 4 millions d'emplois payés au smic et les charges qui vont avec ! Ce n'est pas l'argent qui manque, c'est la mauvaise gestion de l'abondance qu'il faut corriger.

Pour passer de la logique de l'assistanat à celle de la responsabilité, il faut remettre les individus dans une dynamique de projet. L'insertion est en soi formatrice. L'expérience du Centre national de l'entrepreneuriat a

montré que l'on ne forme pas pour l'emploi, mais par l'emploi. En confiant à un chômeur la responsabilité de réveiller un projet dormant au sein d'une entreprise, on le remet plus aisément en situation de travail. Car, même si le projet n'aboutit pas, il a repris confiance et est redevenu employable. On lui a fait ce cadeau de lui dire : « Lève-toi et marche ! » Alors qu'en maintenant hommes et femmes en difficulté dans l'assistance on les condamne à y rester.

Les travailleurs sociaux n'ont aucun intérêt objectif à la solution des problèmes de ceux qu'ils assistent puisque leur emploi est justifié par la pérennité de ces problèmes. Et puis, même s'ils voulaient aider les plus démunis à s'en sortir, ils ne sont pas les mieux placés pour y parvenir. Il est plus facile d'avoir des retombées sociales du développement économique que de rendre économiquement viables des actions sociales.

C'est aussi le constat auquel est parvenu Malek Boutih, il y a presque dix ans, lorsqu'il avançait qu'il fallait raser les tours et supprimer les travailleurs sociaux dans les cités pour résoudre des problèmes qui se sont aggravés depuis. Même chose pour le handicap. Bachir Kerroumi, lui-même aveugle, a montré dans sa thèse au CNAM que, lorsqu'on embauche un handicapé, la productivité globale du service où il est placé augmente. Tout simplement parce que cela crée du sens et du lien au sein des équipes. Mais à condition, précise-t-il, que le handicapé soit mis en place par les managers et non par les travailleurs sociaux extérieurs à l'entreprise !

Dépenser beaucoup pour la solidarité, c'est normal.

Ces dépenses sont trop souvent inefficaces, et c'est anormal. Ainsi, la collectivité consacre 60 à 90 euros par jour aux 130 000 SDF. Dix mille travailleurs sociaux leur sont affectés. Mais quand on regarde l'aide réelle aux SDF, on voit que 90 % des sommes engagées financent les brancardiers et les brancards. Au lieu de les maintenir dans la précarité, on ferait mieux de les aider à en sortir. Rappelons que 40 % des SDF sont issus de la DDASS : ce sont des blessés de la route familiale et la société doit évidemment s'en occuper. Les 60 % restants sont souvent des hommes seuls, très peu qualifiés et qui ont rencontré un problème de santé. Pourquoi ne réserverait-on pas une partie des emplois publics, dans les guichets de la RATP par exemple, à ces accidentés de la vie ?

* Michel Godet est auteur de "Bonnes nouvelles des conspirateurs du futur".

CELUI QUI TRAVAILLE 26 HEURES ET TOUCHE LE RSA BÉNÉFICIE DE PLUS D'AVANTAGES ET DE REVENUS QUE LE TRAVAILLEUR AU SMIC À PLEIN-TEMPS !